Étaient présents les 12 conseillers municipaux suivants :

Mesdames : Sophie BOREL, Valérie SIMOENS, Christelle BROZEK Céline URSO, Isabelle RUDLOFF

Messieurs Patrice FERROUILLAT, Geoffrey GIRARD, Claude BOREL, Philippe MELGAREJO, Michel DE GAUDENZI, Jean-Michel VALENTIN, Christian GARCIA

Étaient absents et excusés : Madame Carole MORELL, Messieurs Richard MOURRE et Florent DURAND

I/REGIME INDEMNITAIRE

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal qu'il y a lieu de revoir le mode d'attribution du régime indemnitaire IAT (indemnité d'administration et de technicité) qui peut être versé à un agent.

Il rappelle que le plafond maximal du coefficient multiplicateur d'attribution de l'IAT avait été fixé à 4 par les délibérations du 04/02/2008, du 06 septembre 2010 et du 28/07/2014.

Il demande que l'attribution individuelle de l'indemnité d'administration et de technicité soit modulée individuellement par le Maire selon un coefficient maximal de 8, pour tenir compte de la manière de servir de l'agent dans l'exercice de ses fonctions.

Les montants de référence sont indexés sur la valeur du point.

L'IAT peut être attribuée aux agents suivants :

- agent administratifs titulaires et non titulaires
- agent techniques titulaires et non titulaires
- agent de maîtrise

Conditions de versement :

Les indemnités seront versées mensuellement.

Elles seront proratisées selon le temps de travail des agents (temps complet, temps non complet, temps partiel) dans les mêmes conditions que le traitement.

Les primes et indemnités susvisées feront l'objet d'un ajustement automatique dès lors que les montants ou les corps de référence seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

- décide à l'unanimité de fixer le mode d'attribution de l'IAT comme énoncé ci-dessus
- de nommer individuellement par arrêté le coefficient attribué à chaque agent

II/ CHOIX DU CONSULTANT POUR UN AUDIT ENERGETIQUE POUR LA MAISON CARRAL

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que dans la démarche de réhabilitation de la Maison Carral, il est nécessaire de faire un diagnostic énergétique du bâtiment.

Des devis ont donc été demandés à différents consultants pour la réalisation d'un audit énergétique conforme au cahier des charges de l'ADEME.

Monsieur le Maire présente à l'assemblée les trois devis reçus :

- Entreprise TEB de Moirans : 2 240,00€ HT
- Entreprise Kaleo de Chabons : 2 750,00€ HT
- Entreprise ECI de Renage: 3 950,00€ HT

Monsieur le Maire demande au conseil municipal d'examiner les trois propositions et de délibérer pour le choix de l'un des trois consultants.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

-décide à l'unanimité de retenir le devis de l'entreprise TEB pour un montant de 2 240,00€ HT.

-charge Monsieur le Maire de commander l'audit énergétique.

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que le coût de cet audit énergétique sera subventionné à hauteur de 50% par la région et l'ADEME +10% supplémentaire du fait d'être situé sur un territoire TEPOS.

Une demande de subvention sera également faite auprès du SEDI à hauteur de 10%.

III/ PROJET DE DECLASSEMENT ROUTE DEPARTEMENTALE N°22

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal la demande de la commune de transférer la RD 22 du carrefour RD22/RD1532 à l'intersection de la RD22 et la voie communale rue Saint Joseph.

En effet, dans le cadre de l'aménagement du village, un des objectifs est d'améliorer la circulation des piétons et de limiter la circulation des poids lourds sur cette section de route départementale très étroite, en déportant cette circulation sur la rue Saint Joseph qui devrait être classée en route départementale.

Cette section de RD22 du PR 12+910 au PR 13+175 a donc vocation à être déclassée.

Le département coordonne cette démarche avec la mise à jour du schéma directeur du département.

Ce transfert sera assorti d'un versement d'une subvention d'équipement du département d'un montant de 20 000 euros HT.

Cette subvention correspond à 25 000 euros HT de travaux de réfection de la couche de roulement (du carrefour RD22/RD1532 à l'intersection de la RD 22 et la voie communale rue Saint Joseph, environ 265m linéaire de chaussée), diminuée de 5000 euros HT correspondant aux travaux nécessaires à la remise en état de la rue Saint Joseph avant transfert au département (environ 133m linéaire de chaussée qui suivant les analyses du laboratoire départemental est en bon état et ne demande que quelques réparations ponctuelles.

La délibération du Conseil Départemental de l'Isère et le versement de la subvention valideront définitivement le transfert de cette section.

Cette opération ne portant pas atteinte aux fonctions de circulation assurée par la voie concernée, il n'y a pas lieu d'effectuer d'enquête publique.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

-décide à l'unanimité le projet de déclassement de la RD22 du PR 12+910 au PR 13+175

-charge Monsieur le Maire de faire aboutir ce projet

IV/DECLARATIONS PREALABLES DE TRAVAUX

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal deux déclarations préalables de travaux déposées par Monsieur Chrétien Olivier, rue St Joseph, pour:

-la construction d'un abri à bois,

-la transformation d'un garage en pièce d'habitation avec ouverture sur façade

Après l'examen de ces deux demandes aucune remarque n'a été formulée et celles-ci seront envoyées à l'ABF pour avis.

V/ EQUIPEMENT D'UNE SALLE DE CLASSE D'UN VIDEO PROJECTEUR

Monsieur le Maire explique qu'une des salles de classes de l'école reste non équipée en vidéo projecteur.

À la demande de l'enseignante occupant cette salle, il propose au Conseil Municipal l'achat d'un vidéo projecteur.

À l'unanimité, les membres présents approuvent cet équipement et charge Monsieur le Maire de faire établir des devis pour cet achat.